



Le régime Biya entend, désormais, faire pression sur les pays hébergeant les chefs de guerre et leurs financiers.

Le pouvoir Biya joue désormais sur deux fronts pour réduire la capacité de nuisance des milices sécessionnistes des régions anglophones. Sur le terrain, l'armée a intensifié la traque des Ambazoniens avec un point d'honneur sur leurs dirigeants, pompeusement appelés «généraux». Il ne se passe quasiment plus de jour sans que les réseaux sociaux ne présentent des corps mutilés présentés comme des «terroristes du No/So», mais aussi des armements censés leur appartenir.

C'est dire que l'option militaire a été intensifiée, même si la communication de guerre, côté gouvernemental, se veut de moins en moins triomphaliste. Ce qui n'empêche pas les organisations de défense des droits humains de continuer de dénoncer des tueries de masse perpétrées par l'armée gouvernemental souvent contre des civils.

Dans le même temps, ces ONGs continuent de notifier les exactions commises sur de paisibles populations par les séparatistes, dont plusieurs meneurs continuent d'inonder les réseaux sociaux avec des discours triomphalistes et enflammées en faveur de l'indépendance des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Mais l'avancée, depuis peu, se décline en une offensive diplomatique à la fois discrète et

dissuasive. Ainsi, à travers des contacts physiques, plusieurs diplomates des pays occidentaux accrédités à Yaoundé ont-ils été reçus en audience au ministère des Relations extérieures (Minrex).

Aux uns et aux autres le message se veut constant : on ne peut pas prétendre être un pays ami du Cameroun, et en même temps héberger des personnes se targuant de tuer, de brûler, de violer ou encore de financer la guerre sécessionniste en zone anglophone. «Le gouvernement camerounais invite tous nos partenaires qui contribuent à la recherche de la paix dans notre pays de faire comprendre à cette catégorie de la diaspora que la possession d'un passeport étranger n'est pas synonyme d'impunité», a glissé, au cours d'une rencontre avec les diplomates vendredi, le Minrex Lejeune Mbella Mbella.

Dans cette démarche de persuasion, Yaoundé s'est attaché les services de quelques élus en même temps que des missions, plus discrètes encore, sillonnent le monde pour persuader les États visés, à défaut de les extraditer vers le Cameroun, d'amener les chefs de guerre ambazoniens (donneurs d'ordre, financiers, logisticiens, etc.) à cesser leurs opérations à partir de pays étrangers.

Frictions et déchirements

C'est dans cette mouvance que Yaoundé s'emploie également à persuader les Nations Unies à prendre des résolutions fermes contre ces ingénieurs de la violence armée, afin qu'ils soient désormais considérés comme des terroristes au sens premier au terme.

On se souvient que, depuis le début de la crise sécessionniste en octobre 2016, le gouvernement avait totalement ignoré l'importance d'un discours cohérent et suivi, visant à diaboliser ceux ayant pris les armes pour la partition du pays. Tout juste, et à tort, s'est-il jusque-là employé à mener la guerre contre les ONGs de défense des droits humains, parmi les plus influentes de la planète, en tentant de les présenter comme complices des séparatistes.

Il convient, à sa charge, de constater que les princes du régime n'ont pas toujours joué de cohérence ou de sincérité. Pour beaucoup d'observateurs, c'est même le radicalisme de certains dirigeants qui a contribué à durcir la posture des séparatistes parmi ceux jusque-là considérés comme des modérés.

Sans compter que, ait sein même du système, quelques-uns ont fini par considérer la crise sécessionniste comme un business financièrement juteux, ne manquant jamais l'occasion de mettre le feu aux poudres pour obtenir toujours plus de financements publics. La nouvelle stratégie du bâton et de la carotte suffira-t-elle pour ramener la paix ?

Rien n'est moins sûr. Surtout lorsqu'on sait que le régime de Yaoundé manque de moins en moins d'interlocuteurs crédibles en face, qu'il a saboté toutes les initiatives de bons offices s'étant présentés à lui. Et que, dans sa recherche pompeusement proclamée de paix, le même pouvoir s'est sans cesse employé à exclure la société civile des efforts de paix. Il lui reste très peu d'interlocuteurs, pour croire à sa loyauté vis-à-vis de partenaires qu'il aura passé des années à ostraciser et à vouloir éloigner du jeu.

C'est dans ce contexte de clair-obscur que des frictions, voire des déchirements, sont de plus en plus signalés chez les Ambazoniens dont l'un des plus emblématiques, Chris Anu, a récemment fait défection comme chef d'un gouvernement fantoche. En interne en effet, des rivalités se font jour sur fond d'enjeux financiers, éloignant davantage de la revendication séparatiste. Soupçonné un temps par le gouvernement de faire le jeu des indépendantistes, l'avocat Agbor Nkongho est plus que jamais engagé à dénoncer les errements des artisans de la guerre dans le No/So.

Sur sa page Twitter, celui qui se présente comme un farouche défenseur des droits de l'homme invite les intégristes à apprendre et à apprécier le respect de la liberté d'opinion et d'expression, les opinions divergentes ne devant pas être utilisées pour dénigrer, prêcher la haine et inciter à la violence contre les autres. «Notre combat était et ne devrait pas viser à remplacer une forme de dictature idéologique par une autre», écrit-il.

Et d'inviter ceux s'étant engagés dans les mêmes stratégies utilisées contre le peuple, pendant des décennies, à comprendre qu'ils ne peuvent pas prétendre faire le bien en imitant le mal. Constatant que certains leaders sécessionnistes n'acceptent aucune tentative visant à trouver une solution de paix, Me Agbor Nkongho se veut désormais sans pitié pour ceux qui veulent détruire tous ceux qui ne périssent pas comme eux.

Aurore Plus
